

Le secteur privé et le changement climatique - Pas facile de se mettre d'accord.

Le secteur privé joue un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique. Les entreprises ont la responsabilité, mais également l'obligation professionnelle, de prendre les mesures nécessaires pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, avec pour objectif de maintenir le réchauffement en dessous de la barre des 2°C. Les entreprises privées ont la capacité de trouver et de développer de nouvelles technologies pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, comme d'élaborer des systèmes d'énergie renouvelable et des dispositifs énergétiques efficaces. Les entreprises doivent s'assurer que leurs chaînes de production et leur stratégie de marché viennent en aide aux populations et les aident à s'adapter et à se préparer aux conséquences du changement climatique. Mais avant tout, le secteur privé doit jouer un rôle de meneur dans la quête d'une réponse ambitieuse au niveau de l'État pour affronter le changement climatique. Il est clair que seules des décisions au niveau de l'État peuvent avoir un effet à grande échelle. Les gouvernements dépendent du secteur privé pour transformer une vision en une réalité grâce à des procédés innovateurs et des moyens financiers. Le secteur privé peut aussi élargir le champ d'action des gouvernements en leur offrant plus d'espace d'expression où ils pourront prendre des décisions audacieuses non seulement à travers l'action mais aussi grâce à la prise de position et la pression politique.

État des lieux

Deux points de vue s'affrontent dans le débat sur le changement climatique. Le premier exige des changements ambitieux et urgents, le second exprime une réticence et cherche à retarder le mouvement. D'un côté nous avons des associations d'entreprises et la Chambre de Commerce des EU qui ont fait pression pour empêcher des décisions concrètes sur le changement climatique. Il y a peu de temps, la Chambre du Commerce des EU a organisé une réunion internationale à laquelle ont participé des compagnies pétrolières et d'autres grands acteurs du secteur pour se prononcer contre une action sur le climat.

Mais, de plus en plus, de puissants cartels privés sortent du lot pour exprimer leurs désirs d'une action politique ambitieuse au niveau national et international:

BICEP: Le Business for Innovative Climate & Energy Policy est un cartel de 16 grandes entreprises telles que Nike, Levi Strauss, Timberland, Gap, Starbucks, eBay et Sun Microsystems. BICEP encourage une législation américaine à grande échelle qui s'implique de manière significative dans la modification des comportements face au changement climatique au niveau international et qui s'aligne sur le consensus scientifique en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Sur un accord international, le BICEP s'exprime: nous pensons que les EU doivent se reprendre et mener, de manière convaincante, le processus des négociations sur le climat au niveau international. Il est essentiel d'arriver à un accord international et contraignant lors de la conférence sur le climat à Copenhague en 2009, et que les EU participent à cet accord. Pour plus d'information veuillez visiter le site <http://www.ceres.org/bicep>

The Corporate Leaders' Group on Climate Change: Ce groupe a été créé par le Prince de Gales et est basé à l'Université de Cambridge. Le groupe a mis au point le Communiqué de Copenhague, un rapport détaillé signé par plus de 600 compagnies internationales telles que Coca-Cola, Nestle, et

Procter & Gamble. Ce Communiqué demande un accord international ambitieux, robuste et équitable qui réponde de manière crédible à l'urgence et soit à l'échelle de la crise à laquelle le monde est confronté. Nous n'avons plus le temps. Il n'est pas question de retarder les choses." Pour plus d'informations veuillez visiter le site <http://copenhagencommunique.com/>

USCAP: Le U.S. Climate Action Partnership (USCAP) est un cartel, basé aux EU, avec près de 30 puissantes compagnies – un grand nombre d'entre elles appartient à de grosses entreprises telles que GE, Dupont, Duke Energy, and Shell – ainsi que 6 organisations environnementales. Le USCAP se bat pour une législation complète et pour un accord international contraignant. Pour plus d'informations veuillez visiter le site <http://www.us-cap.org/>

Un moment décisif.

Des désaccords dans les rangs du secteur privé au sujet d'une action politique sur le changement climatique ont fait récemment grand bruit aux EU. De grandes entreprises telles qu'Apple, Nike (un membre de BICEP), et Exxon (un membre de USCAP) se sont retirées de la Chambre du Commerce ou de son conseil d'administration à cause de sa position têtue opposée à une action gouvernementale face au changement climatique. Ce qui est nécessaire actuellement de la part du secteur privé c'est qu'il s'exprime d'une seule voix pour exiger un accord juste, ambitieux, et contraignant au niveau international pour éviter une catastrophe climatique et accélérer la transition vers une économie à basse production de dioxyde de carbone. S'il leur est impossible d'être tous d'accord, alors les entreprises et les cartels progressistes en faveur d'un changement radical vers une économie à basse production de dioxyde de carbone ne doivent pas laisser les entreprises, qui ne veulent pas suivre, donner l'impression que le secteur privé est contre un accord sérieux.

Etude de cas: National Grid

National Grid est une des plus grosses entreprises d'investisseurs privées internationales dans le monde. Elle a un revenu annuel de £15,6 milliards. L'an dernier, National Grid a décidé de modifier son objectif de réduction d'émissions de 60% à 80% par rapport à 1990 d'ici 2050. Elle a déjà réduit ses émissions de 30%. En avril cette année, elle a été la première entreprise internationale à lier le salaire des exécutifs au bilan carbone. Elle a également commencé à appliquer un « shadow cost » lié à la consommation carbonique de toutes ses décisions d'investissement, de la construction d'usines aux transports, en passant par la gestion du développement. L'entreprise se concentre sur des projets à basse consommation d'énergie tels que des réseaux intelligents, l'utilisation de matériaux recyclables et de technologies de nouvelle génération. Elle veut voir comment son expertise dans la construction d'oléoducs peut être employée dans le domaine de la capture et le stockage de dioxyde de carbone. Elle a déclaré que certains de ses gazoducs en Ecosse pourraient être réutilisables pour la capture et le stockage de dioxyde de carbone d'ici 2013. National Grid fait appel au gouvernement, aux entreprises et aux consommateurs pour travailler ensemble afin d'atteindre les objectifs d'émission.

« Nous investissons des milliards en GB et aux EU et nous devons donc faire les bons choix pour atteindre nos objectifs et faire notre devoir. Il y a certains domaines où nous verrons des bénéfices instantanés – comme pour les projets à basse consommation d'énergie – alors que d'autres investissements nécessiteront plus de temps avant de voir un résultat ».

Le directeur exécutif de National Grid déclare que « de minimiser l'impact de la compagnie sur l'environnement tout en proposant une offre en énergie sûre et économique n'est pas une option mais une obligation. Les deux aspects doivent être considérés ensemble ».

Etude de cas: Starbucks

Le changement climatique risque de perturber les chaînes de production qui sont essentielles aux entreprises internationales. Le changement climatique menace de rompre la chaîne d'approvisionnement qui est crucial au monde globalisé des affaires. Starbucks en est une qui encourage l'adaptation et le développement pour faire face au changement climatique dans les pays en développement. Comme cité dans le *New York Times*, "Le changement climatique représente un danger direct pour nos chaînes de production. On ne peut pas faire pousser le café en Iowa », raconte Jim Hanna, directeur responsable de l'impact environnemental chez Starbucks. Il note que les changements dans les systèmes climatiques sont

dangereux pour la production de café dans le monde. » En dehors de tout discours moralisateur, il est clair d'un point de vue économique qu'il faut adapter."

Pour citer un exemple, Starbucks achète son café équitable auprès de la Kilimandjaro Native Co-operative Union (KNCU), qui subit les effets du changement climatique de plein fouet. Des hausses de températures et des pluies imprévisibles détruisent les plantations de café, alors que les digues et les canaux d'irrigation s'assèchent. Le revenu des agriculteurs en souffre mais leur santé aussi. La malaria se propage dans les montagnes vers des régions qu'elle n'avait pas touchées jusqu'alors.

Motivé par la volonté de maintenir la qualité de son café, Starbucks a rejoint la coalition BICEP et agit auprès du gouvernement des EU pour influencer les politiques sur le changement climatique et encourager des investissements pour aider les communautés les plus touchées, à faire face au changement climatique.

Contacts à Copenhague :

Anna Mitchell : + 44 77 96 99 32 88; anna.mitchell@oxfaminternational.org

Angela Corbalan : + 32 473 56 22 60; angela.corbalan@oxfaminternational.org

Laura Rusu : + 1 202 459 3739; lrusu@oxfamamerica.org

Natalie Curtis : + 44 7824 503108; ncurtis@oxfam.org.uk

Binbin Wang : + 86 13810377810; bbwang@oxfam.org.hk